

A Evreux, le 27/06/2025

Maître d'ouvrage : **LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE**

Département : **Eure**

Commune et rue : **PITRES / BEAUMONT LE ROGER / FRANCHEVILLE /
LOUVIERS**

Programme : **Travaux de chauffage / ventilation**

Groupe n° : **97, 106, 121, 171 et 314**

**MARCHE DE TRAVAUX PROCEDURE ADAPTEE
EN
CORPS D'ETAT SEPARES**

R E G L E M E N T D E C O N S U L T A T I O N
--

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le Vendredi 1 Aout à 15h00

SOMMAIRE

Article 1er – Objet de la consultation	3
Article 2 – Les intervenants	3
2.1 Maître d’Ouvrage : LOGEMENT FAMILIAL DE L’EURE	3
2.2 La maîtrise d’Œuvre : BET LECACHEUR	3
Article 3 – Conditions de la Consultation.....	3
3.1 Allotissement :	3
3.3 Dossier de consultation :	4
3.4 Composition du dossier de consultation :	4
Modifications de détail au dossier de consultation :	4
3.5 Délai de validité des offres :	5
3.6 Composition de l’offre :	5
3.6.1 Pièces de présentation du candidat.	5
3.6.2 Pièces constituant l’offre.	6
Article 4 – Jugement des offres	7
Article 5 – Conditions d’envoi ou de remise des offres	7
Complémentaires	8

ARTICLE 1ER – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation en procédure adaptée concerne les groupe **97, 106, 121, 171 et 314** qui se trouve Pitres, Beaumont le Roger, Francheville et Louviers pour des travaux de chauffage / ventilation .

La consultation est menée sur la base d'une consultation en corps d'état séparés ; chaque lot technique faisant appel à des compétences et des moyens spécifiques. A la suite de cette consultation, le maître d'ouvrage passera un marché avec chaque entreprise pour chaque lot.

Le démarrage des travaux est prévu en Septembre 2025. L'Entreprise devra confirmer lors de la remise de son offre, qu'elle s'engage à travailler sur 2 sites en simultané, ce qui nécessitera de ce fait d'avoir au minimum 2 équipes pour ce chantier. Ce point fait partie des critères de jugement. Les précisions quant au délai d'exécution et au mode de règlement des travaux figurent au CCAP du dossier de consultation.

ARTICLE 2 – LES INTERVENANTS

2.1 MAITRE D'OUVRAGE : LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE

4 rue Saint Pierre – BP 587
27005 EVREUX cedex
TEL : 02.32.62.23.23
FAX : 02.32.62.23.40

2.2 La maîtrise d'Œuvre :

BET LECACHEUR
22-24 Le Bourg
76790 LES LOGES
TEL : 02.35.27.97.45
FAX : 02.35.27.60.73
Courriel : contact@be-lecacheur.fr

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 ALLOTISSEMENT :

Un Marché sera passé par lot avec chaque entreprise titulaire du lot sélectionné.

Le CCTP est organisé en lots techniques faisant appel à des compétences techniques particulières et homogènes.

OUVRAGES DE BÂTIMENT	
Lot n° 01	CHAUFFAGE / VENTILLATION

3.2 VARIANTES :

Les entreprises sont autorisées à proposer des variantes en respectant les exigences du dossier DCE.

3.3 DOSSIER DE CONSULTATION :

La consultation est lancée sur la base d'un dossier « DCE ». Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications aux pièces du DCE.

Ils doivent remettre une offre rigoureusement conforme au projet établi par le maître d'œuvre, y compris en répondant aux variantes et options décrites, à l'exclusion de toutes autres.

Ce n'est qu'à partir du moment où cette condition est remplie que les candidats pourront (le cas échéant) proposer d'autres solutions en variante sous réserve de les détailler tant en termes de qualité qu'en terme de prix. Les variantes ainsi proposées devront permettre d'obtenir des performances au moins équivalentes aux prescriptions de base définies dans le descriptif. Ces performances devront être justifiées par tous documents.

Lorsqu'un candidat constatera une erreur ou une omission dans le DCE et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée ou signalée, il présentera son offre en précisant sur une annexe les points qui justifieraient une correction.

Le Maître d'Ouvrage fera alors mettre en conformité sur ces points l'ensemble des offres reçues.

3.4 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION :

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier.

Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

Le dossier comprend :

- ☐ Le présent règlement.
- ☐ Soumission de l'entreprise et ses annexes.
- ☐ Cahier des clauses administratives particulières (CCAP Titre I et Titre II).
- ☐ Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) avec DPGF.
- ☐ Rapports Repérage Amiante avant Travaux de BTP diagnostics
- ☐ Plans
- ☐ Modèles DC1, DC2.

MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION :

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 (huit) jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée par le Maître d'Ouvrage, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Possibilité de négociation :

☒ **OUI**

☐ **NON**

Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de retenir une entreprise sans négociation, sur la base de son offre initiale.

N.B : Obligation de Résultat relative aux CEE. Les résistances thermiques devront répondre à l'éligibilité de l'obtention des Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

A ce titre, les entreprises devront être labellisées RGE.

Les CEE valorisés constituent la propriété du Logement Familial de l'Eure.

3.5 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre d'acte d'engagement à : **120 jours**. Il court à compter de la date limite de remise des offres, et en cas de négociation, de la dernière offre prise en compte.

Sa validité sera prorogée automatiquement pour une ou plusieurs périodes de même durée par accord tacite entre les parties, sauf dénonciation expresse de l'une d'elles signifiée à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception. Le nombre de reconduction sera limité de telle sorte que la durée globale de votre engagement n'excède pas 16 (seize) mois. Pour définir, si nécessaire, de nouvelles conditions économiques applicables à votre offre, il sera fait, au plus, application des clauses d'actualisation et de révision prévue au CCAP.

3.6 COMPOSITION DE L'OFFRE :

Les offres et candidatures des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Chaque candidat aura à produire le dossier complet comprenant les pièces ci-après énumérées :

3.6.1 PIECES DE PRESENTATION DU CANDIDAT.

- ☐ **DC1 - Lettre de candidature**
- ☐ **DC2 - Déclaration du candidat**
- ☐ **Qualification** du titulaire, des cotraitants et sous-traitants pour l'année en cours
- ☐ **Labellisation RGE** du titulaire, des cotraitants et sous-traitants pour l'année en cours, au titre des CEE et du label BBC Réno Effinergie 2021 avec certification
- ☐ **Engagement** signé du candidat à faire appel à des sous-traitants détenant une qualification Qualibat/ Qualifelec FNTF / Qualipaysage minimum suivante (ou références équivalentes) :

Corps d'état		
Maconneries	Qualibat	2112
Charpente	Qualibat	2311
Couverture	Qualibat	3101
Cloisons doublages	Qualibat	4111 / 4131
Carrelage	Qualibat	6311
Menuiseries PVC	Qualibat	3611
Menuiseries bois	Qualibat	4311
Métallerie	Qualibat	4411
Plomberie sanitaire	Qualibat	5111
Ventilation	Qualibat	5431
Chauffage	Qualibat	5312
Peinture	Qualibat	6111
Sols souples	Qualibat	6221
Electricité	Qualifelec	E3
Terrassement Assainissement Tranchées fourreaux	FNTF	1.AP3 – 1.13 – 3.P2A – 3.11 – 3.22 – 3.711 – 3.802 – 3.81 – 3.90 - 5.5P2 - 5.520
Basse tension Eclairage public	Qualifelec	ME 2 - TN3
Espaces verts	Qualipaysage	P120 - E 131

- ☐ **NOTI2 - État annuel des certificats reçus** ou à défaut :
 - ☐ Certificats fiscaux (formulaire 3666, volets 1 à 4)
 - ☐ Certificats sociaux
 - ☐ URSSAF
 - ☐ Caisse de congés payés
 - ☐ Caisses de chômage.
 - ☐ Caisses intempéries.
- ☐ **Bilan des trois dernières années**
- ☐ **Extrait Kbis ORIGINAL**
- ☐ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet

- ☐ **Attestations d'assurances** de responsabilité civile et civile décennale en cours de validité avec indication des plafonds de garantie et niveaux de franchise.

3.6.2 PIÈCES CONSTITUANT L'OFFRE.

- ☐ **Soumission** et ses annexes dûment complétées et signées du candidat portant sur l'offre globale sur la base des modèles ci-joint.
- ☐ **Pouvoir** de la personne habilitée à engager la société candidate.
- ☐ **CCAP** et ses annexes signées par le candidat.
- ☐ **DPGF** validé et signé par l'entreprise pour chaque lot, obligatoire selon le cadre fourni au DCE s'il existe, ou, à défaut établi par l'entrepreneur.
- ☐ **Mémoire technique.**

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Le Document Unique de Marché Européen (DUME) est autorisé.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Les autres pièces du DCE sont considérées comme acceptées et font partie intégrante de l'offre bien que non jointes à celle-ci. Ces pièces seront incluses au marché du candidat retenu.

Les entreprises retenues devront nous fournir leur mode opératoire lié au traitement de l'Amiante sur les parties concernées dans les diagnostics avant travaux, conformément à la réglementation inscrite au Code du Travail relative à la protection des travailleurs contre l'amiante (« Sous-Section 4 »), ainsi que les attestations de compétence requises.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre de l'entrepreneur, l'indication en lettres (hors TVA), figurant à l'acte d'engagement prévaudra sur toutes les autres indications.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront les suivants :

- 1 – **Moyens, sécurité, méthodologie et mémoire technique : 20%**
- 2 – **Références** (Références dans le domaine de la consultation et indication du montant des marchés passés) : **5%**
- 3 – **Prix de l'offre : 50%**
- 4 – **Planning détaillé** (*décomposition des tâches*), *durée et délais d'intervention* : **10%**
- 5 – **Moyens dédiés au chantier** (Effectifs, organisation, prise de RDV) : **10%**
- 6 – **Méthodologie en site occupé : 5%**

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'auditionner les candidats afin de leur faire préciser le contenu de leur offre.

En cas d'analyse négative, l'offre de l'entreprise ne sera pas retenue et ce, sans que celle-ci puisse exercer un quelconque recours.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents sous forme dématérialisée sur la plateforme : <https://www.marches-securises.fr>

Les candidats transmettent leur offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est prise en compte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les prérequis techniques, performances de téléchargement, formats disponibles sont mentionnés spécifiquement sur la page Internet de la plateforme de dématérialisation (<https://www.marches-securises.fr/> rubrique FAQ).

En cas de doute sur les modalités de réponse par voie électronique, le candidat est invité à poser une question sur la page Internet de la plateforme de dématérialisation (<https://www.marches-securises.fr/> rubrique FAQ). Il est tenu d’anticiper les délais de réponses en provenance de la plateforme le cas échéant.

Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l’arrêté du 15 juin 2012. La signature du fichier zip ne suffit pas. Le candidat est invité à vérifier que l’adresse électronique indiquée lors du retrait du DCE sur la plateforme est bien paramétrée pour recevoir les messages de la plateforme (mise en message indésirable, mise en quarantaine, adresse fonctionnelle non lue en interne, etc...).

Les offres devront parvenir avant le :

- **Vendredi 1 Aout à 15h00**

Le pli peut être doublé d’une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l’identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants : - Lorsqu’un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n’a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Après attribution, l’offre électronique retenue sera transformée en offre papier pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

COMPLEMENTAIRES

□ Renseignements administratifs et techniques :

BET LECACHEUR

22-24 Le Bourg

76790 LES LOGES

TEL : 02.35.27.97.45

FAX : 02.35.27.60.73

Courriel : contact@be-lecacheur.fr